

# Un si bon office

L'Office européen des brevets – 7 000 salariés – est accusé de pratiquer une gestion autoritaire du personnel. Des employés décrivent une ambiance empoisonnée. Depuis 2012, quatre collaborateurs se sont suicidés

BENOÎT HOPQUIN

L'Office européen des brevets (OEB) ressemble à un monde heureux qui, comme tout bonheur, aimait jusque-là être caché. Qui connaît cet organisme international ? Depuis près de quarante ans, il enregistre les brevets déposés par les entreprises en Europe et emploie 7 000 personnes, essentiellement basées au siège de Munich, en Allemagne et à Ryswick, dans la banlieue de La Haye aux Pays-Bas. Autant d'employés de toutes nationalités, discrètement chouchoutés, bénéficiant de salaires et d'avantages que même les syndicalistes de cette moderne Babel estiment favorables.

Pourtant, derrière ses paisibles façades, une autre réalité est aujourd'hui décrite de l'intérieur. Ambiance empoisonnée, personnels au bord de la crise de nerfs, surveillés, notés, mis sous pression, soumis à des objectifs de productivité toujours plus élevés. Les récalcitrants sont sommés par la sécurité de boucler leurs affaires dans l'heure et accompagnés sous escorte vers la sortie. Et certains en viennent à des gestes extrêmes. Un homme de 55 ans a été ceinturé par des voisins de bureau alors qu'il se frappait la tête contre un mur. Un autre s'est livré à des scarifications.

Plus dramatique encore, fin mars, un Allemand s'est suicidé dans un jardin public de la capitale bavaroise. Il était en arrêt maladie pour une dépression et avait évoqué auprès de proches son appréhension à pouvoir atteindre les objectifs. Le 8 juillet 2013, un agent belge s'est défenestré de son bureau à La Haye. Deux autres salariés, un Français et un Allemand, se sont suicidés à leur domicile munichois. Avant de mettre fin à ses jours, en mai 2012, le Français avait demandé son transfert, s'estimant harcelé par son supérieur. L'Allemand, qui avait critiqué l'attitude de la direction dans la gestion de la détresse de ce collègue, avait été aussitôt suspendu et expulsé des locaux. Il s'est donné la mort le 3 septembre 2014, le jour où il recevait une lettre de convocation devant le comité de discipline.

Dans ce contexte d'extrême tension, un vent de fronde s'est levé. Le quotidien de l'office est ponctué de grèves (22 jours en 2014) et de manifestations. « Les relations sociales sont exécrables », résume un employé qui, comme tous les autres, a requis l'anonymat. Le principal syndicat de la maison, Suepo (acronyme anglais d'Union des personnels de l'Office européen des brevets), auquel adhère près de la moitié des employés, accuse Benoît Battistelli, le président nommé en 2010 et renouvelé en 2014. Le Français abuserait d'un principe inscrit depuis l'origine dans les statuts de l'office : l'immunité juridique.

## « DÉRIVE AUTORITAIRE »

L'OEB est né en 1977 d'une convention signée par les Etats de la Communauté européenne, s'est élargi à l'Union des Vingt-Huit puis a accueilli d'autres pays, de la Suisse aux Balkans, pour compter aujourd'hui 38 membres. Comme la plupart des organisations internationales, l'OEB bénéficie d'un statut d'extraterritorialité. Il possède ses propres règles en matière d'imposition, de protection sociale, de régime de retraite ou de droit du travail. Il ne dépend pas des justices nationales. Le seul recours juridique est le tribunal arbitral de l'Organisation internationale du travail (OIT). « Cette immunité est une condition fondamentale de fonctionnement et d'indépendance », explique Benoît Battistelli. Nous sommes présents dans cinq pays et comptons de multiples nationalités parmi nos employés. Quel droit leur applique-t-on ?

Jusqu'alors, l'organisation savait câliner un personnel hautement qualifié, en majorité constitué de docteurs en sciences ou d'ingénieurs issus des plus grandes écoles. Des grosses têtes capables d'examiner en allemand, anglais, français, les trois langues officielles, les demandes de brevet déposées par les labora-



« À PARTIR DE QUEL NIVEAU DE REVENU LES DROITS DE L'HOMME NE S'APPLIQUENT PAS ? »

UN EMPLOYÉ MUNICHOIS

toires de Siemens, Philips, Samsung et autres. Des cadors à même de déceler des vices ou des « emprunts » à la concurrence dans des documents techniques qui peuvent atteindre 200 pages. Salaire de départ : 5 000 euros par mois, imposables à 6 %, plus les primes d'expatriation. Les émoluments peuvent atteindre 15 000 euros en fin de carrière, pour 40 heures de travail et trois mois de vacances. L'office paye les frais médicaux et l'éducation des enfants, y compris l'inscription dans les meilleures universités américaines.

L'OEB dispose d'un budget de fonctionnement considérable, 2 milliards d'euros, en croissance de 20 % depuis cinq ans, ce qui en fait la plus importante organisation européenne, juste après la Commission de Bruxelles. Les entreprises du monde entier viennent y enregistrer leurs inventions : 274 000 demandes en 2014, là encore en hausse constante. L'office s'auto-finance avec les frais d'examen et les redevances an-

nuelles des dépositaires de brevets.

A écouter Suepo, cette situation d'indépendance économique et juridique a pourtant été pervertie par l'arrivée de Benoît Battistelli, un énarque de 64 ans. Le nouveau patron succomberait à une « dérive autoritaire » et à des « tactiques dictatoriales ». Il se serait entouré d'une garde rapprochée à son entière dévotion, formée presque uniquement de Français venus comme lui de l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI). Benoît Battistelli aurait fait du dixième étage du siège munichois, moyennant de coquets travaux, une forteresse d'où il régenterait l'institution.

## DÉNONCER LES COLLÈGUES

Toujours selon ses détracteurs, la direction use et abuse d'une « unité d'investigation » qui, sur chaque site, est chargée d'enquêter sur des manquements. Au siège allemand, cette police interne a été surnommée... la Stasi. Un document donne obligation de collaborer avec cette unité et de dénoncer les fautes de collègues, sous peine de sanction. « Il y a eu plus de procédures disciplinaires ces deux dernières années qu'en trente ans auparavant », se plaint un délégué du personnel.

Les contrepoids à la présidence, prévus par les statuts, ont été peu à peu éliminés, poursuit Suepo. Le syndicat a été expulsé des locaux de l'OEB en novembre 2014. « Nous avons eu huit jours pour plier bagage. » Le droit de grève a été limité : il est soumis à une procédure complexe et le président peut s'y opposer par réquisition. Plusieurs représentants du personnel, non protégés, sont sous le coup de sanc-

tions pour avoir soutenu des collègues.

Récemment, un juge de la chambre des recours – qui traite les appels des dépositaires de brevet déboutés – a été suspendu et reconduit manu militari à la porte. Il est soupçonné d'avoir calomnié de manière anonyme un membre de la direction, le Croate Zeljko Topic, faisant allusion à des affaires de corruption qui pèseraient sur ce dernier dans son pays. Or le juge est en principe indépendant. Ses collègues ont protesté collectivement auprès du président contre ce qu'ils estiment un abus de pouvoir.

## « FANTASMES »

« On est conscient que nos rémunérations sont plus que correctes. Mais, à partir de quel niveau de revenu les droits de l'homme ne s'appliquent pas ? », demande un employé munichois. « Une chape de plomb pèse désormais sur cette organisation, abonde Philip Cordery, député socialiste des Français de l'étranger. Des gens qui travaillent à l'OEB me font régulièrement part de leur mal-être. Il y a abus du statut d'extra-territorialité qui ne veut pas dire impunité. »

Longuement, méthodiquement, Benoît Battistelli réfute ses attaques. Il accepte même de confier au Monde son contrat de travail et divulguer son salaire, « autour de 250 000 euros par an ». Il dénonce des « fantasmes » visant à caricaturer l'office en République bananière. « L'OEB est victime depuis deux ans d'une campagne visant à mettre en cause l'intégrité et l'honnêteté de ses dirigeants. » Lui et son entourage ont reçu des lettres anonymes, parfois assorties de croix gammées. Il se dit victime d'une cabale pour avoir simplement voulu clarifier le rôle de chacun, introduire des règles formelles, quand l'organisation était marquée par une cogestion de fait. Il dénonce « des attaques racistes » contre son adjoint croate. Utiliser les suicides contre lui relèverait d'un mauvais procédé : « Je suis profondément choqué par les tentatives d'instrumentaliser ces tragédies. C'est un sujet trop grave pour qu'elles prêtent à polémique. » Il assure que « l'unité d'investigation agit en toute indépendance ».

Le président bénéficie du soutien de son conseil d'administration, formé de représentants des 38 Etats. Il a été renouvelé dans ses fonctions à l'unanimité en 2014. Benoît Battistelli a reçu mandat de rendre l'institution plus productive et plus compétitive face à la concurrence d'autres offices dans le monde. Les procédures de l'OEB sont trois fois plus coûteuses que celles de son homologue américain, même si, en raison de la précision du travail, les brevets qu'il accorde sont vingt fois moins souvent attaqués devant les tribunaux. « Il faut adapter notre mode de fonctionnement, notre cadre réglementaire pour permettre à l'office d'assurer son futur », explique-t-il. Et ce futur s'appelle « brevet unitaire européen », une procédure simplifiée dont un des objectifs est « de rendre l'innovation moins coûteuse et plus facile pour les entreprises », selon Michel Barnier, l'ancien commissaire européen au marché intérieur. « On veut faire ces économies au détriment des personnels de l'office », rétorque un syndicaliste.

Suepo a multiplié les plaintes devant des juridictions nationales. « Mais nous nous heurtons au principe de l'immunité », constate Amélie Lefebvre, qui représente le syndicat en France. La cour d'appel de La Haye vient pourtant d'enfoncer un coin juridique par un arrêt rendu le 17 février. Les juges ont estimé que l'immunité accordée était « disproportionnée » et ne garantissait pas « la protection des droits fondamentaux ». Ils ont même estimé leur décision applicable ailleurs en Europe.

Le gouvernement des Pays-Bas, craignant que cette décision fasse fuir les multiples organisations du même type présentes sur son territoire, a aussitôt condamné cet arrêt et refusé de l'exécuter. L'affaire prend un tour politique. Philip Cordery a envoyé des courriers à la Commission européenne ou à la direction générale de l'OIT, relayant l'inquiétude des personnels. Le député Pierre-Yves Le Borgn'et le sénateur Jean-Yves Leconte, autres représentants socialistes des Français de l'étranger, ont interpellé les ministres de l'économie successifs, en vain jusqu'à présent. Ailleurs, des parlementaires italiens, néerlandais, luxembourgeois, polonais ou chypriotes ont engagé des démarches similaires.

Lors du dernier conseil d'administration de l'OEB, les 25 et 26 mars, des voix discordantes se sont fait entendre et un communiqué a appelé à une « reprise du dialogue social ». Pas sûr que cette tentative de conciliation suffise à apaiser des haines enkystées. La violence des échanges de courriers entre le président et Suepo prouve qu'entre ces deux-là se joue une lutte à mort. ■

# Such a good Office

LE MONDE 06.04.2015 at 09.04 – Updated 06.04.2015 at 09.34

By **Benoit Hopquin (/journalist/benoit-hopquin/)**

The European Patent Office (EPO) resembles a happy world, which, like all happy people, would rather keep it under their hat. Who really knows about this international body? For close on forty years it has been registering patents filed by companies in Europe, employing 7,000 people, based essentially at the head office in Munich, in Germany, and at Ryswick, a suburb of The Hague in the Netherlands. They come from all nationalities, discreetly mollicoddled, enjoying salaries and benefits which even the trade unionist at this latter-day Babel regard as favourable.

But behind this pleasant façade, word has it that now a different reality prevails on the inside. A poisonous atmosphere, people on the edge of a nervous breakdown, under surveillance, their movements recorded, put under pressure, subjected to productivity targets which keep getting higher and higher. Those who don't toe the line are told by security to pack up their things with an hour's notice, and then escorted off the premises. Some of them have been pushed to extremes. One 55-year-old man had to be restrained by the other people in the office when he started banging his head against the wall. Another resorted to self-harming. Still more dramatically, at the end of March a German committed suicide in a public garden in the Bavarian capital. He was on sick leave for depression, and had told close friends about his fear of not being able to meet his targets. On 8 July 2013, a Belgian employee jumped out of the window of his office in The Hague. Two others, a Frenchman and a German, committed suicide at their homes in Munich. Before putting an end to himself, in May 2012 the Frenchman had requested a transfer, claiming harassment by his superior. The German, who had criticised the attitude of the management in dealing with his colleague's distress, had forthwith been suspended and removed from the premises. He killed himself on 3 September 2014, the day on which he received a letter summoning him before the disciplinary committee.

In this context of extreme tension, there is resistance in the air. The day-to-day work of the Office has been interrupted by strikes (22 days in 2014) and demonstrations. "*The social relations are atrocious*" is how one employee summed things up, who, like all the others, requested anonymity. The principal union involved at the Office, Suepo (Staff Union of the European Patent Office), to which close on half the employees belong, accuses Benoît Battistelli, the President appointed in 2010 and whose term of office was extended in 2014. The Frenchman is said to be abusing a principle which has been enshrined since the beginning, in the statutes of the Office: Legal immunity.

## **'Spiral of authoritarianism'**

The EPO was born in 1977, of a convention signed by the States of the European Community, which then grew to the Union of the Twenty Eight, then to the admission of other countries, from Switzerland to the Balkans, today counting 38 members. Like the majority of international organizations, the EPO benefits from extra-territorial status. It has its own rules in matters of taxation, social security, retirement schemes, and labour law. It does not answer to national courts. The only legal recourse is the arbitration tribunal of the International Labour Organization (ILO). "*This immunity is a fundamental condition of functioning and independence*", Benoît Battistelli explains. "*We have a presence in five countries and have multiple nationalities among our employees. Which law should apply?*"

Up to now, the organization has succeeded in cossetting a body of personnel who are highly qualified, the majority of them doctors of science or engineers who are the products of the most prestigious seats of learning. Great minds capable of examining, in German, English,

and French, the three official languages, patent applications filed by the laboratories of Siemens, Philips, Samsung, and other big names. They are even called upon to spot deficiencies or “usurpations”, clashes between technical documents which can reach 200 pages in length. Starting salary: 5,000 Euros a month, taxable at 6%, plus expatriation bonuses. Emoluments can be as much as 15,000 Euros at the end of career, for 40 hours work and three months holiday. The Office pays medical bills and children’s school fees, including registration at the best American universities.

The EPO also has a considerable operating budget, two billion Euros, a growth of 20% in five years, which makes it the most substantial European organization, just behind the Commission in Brussels. Companies from all over the world go there to register their inventions: 274,000 applications in 2014, and it’s still growing. The Office is self-financing with the charges for examination and the annual royalties paid by patent proprietors.

According to Suepo, this economic and legal independence has now been perverted by the arrival of Benoît Battistelli, a 64-year-old alumnus of the prestigious École Nationale d’Administration. The new boss is said to have succumbed to a “*spiral of authoritarianism*” and “*dictatorial tactics*”. He is surrounded by a Praetorian guard who are devoted to him, made up entirely of French people who, like him, have come from the French National Institute of Intellectual Property (INPI). Benoît Battistelli is accused, by way of his minions, of having turned the tenth floor of the Munich headquarters into a fortress from which he is remoulding the institution.

### **Denouncing colleagues**

Strictly according to the detractors, the management is using and abusing an “*investigation unit*” which, at each site, is responsible for looking into any shortcomings. At the headquarters in Germany, this internal police force has been given another name – the Stasi. An internal directive makes it obligatory to collaborate with this unit and to denounce the deficiencies of colleagues, on pain of sanctions. “*There have been more disciplinary procedures in the last two years than in the thirty years before*”, as one staff representative complained.

The checks and balances to offset the Presidency, as provided for in the statutes, have little by little been eroded away, according to Suepo. The union was expelled from the EPO premises in November 2014. “*We were given eight days to pack our bags.*” The right to strike has been limited: It is now subject to a complex procedure, and the President may oppose it by dictate. A number of staff representatives, without protection, are under threat of sanctions for having supported their colleagues.

A member of the Board of Appeal, which deals with appeals by filers of patents which have been disallowed, was recently suspended and frogmarched out of the building. He was suspected of having anonymously disparaged a member of the Management, Croat Zeljko Topic, by making allusion to corruption issues involving the latter in his own country. The Board of Appeal member is in principle independent. His colleagues lodged a collective protest with the President for what they consider an abuse of power.

**“WE ARE AWARE THAT OUR REMUNERATIONS ARE MORE THAN CORRECT. BUT AT WHAT LEVEL OF INCOME DO HUMAN RIGHTS NO LONGER APPLY?” ASKS ONE MUNICH EMPLOYEE.**

### **‘Fantasies’**

“*We are aware that our remunerations are more than correct. But at what level of income do human rights no longer apply?*” asks one Munich employee. “*There is a lead weight dragging this organization down*”, maintains Philip Cordery, Socialist Deputy for French citizens

abroad. *“People working at the EPO regularly inform me of their mistreatment. There is abuse of the extra-territorial status, which is not supposed to equate to impunity.”*

Benoît Battistelli refutes his detractors, methodically and at length. He even agreed to show Le Monde his employment contract and disclose his salary, *“about 250,000 Euros a year.”* He rejects as *“fantasies”* attempts to caricature the Office as a banana republic. *“For two years the EPO has been the victim of a campaign aimed at denigrating the integrity and honesty of its directors”*. He and his entourage have received anonymous letters, sometimes adorned with swastikas. He maintains that he is the victim of a conspiracy for simply wishing to see clarified the role of each person, and to introduce formal rulings when the organization was characterized by a *de facto* double management. He denounces *“racist attacks”* against his Croat assistant. Using suicides against him is indicative of malicious intent: *“I am deeply shocked by these attempts to turn these tragedies into instruments of action. It is too serious a subject for them to break into polemics.”* He gives assurance that *“the investigation unit acts with total independence.”*

The President enjoys the support of his Administrative Council, formed from representatives of the 38 States. He was reappointed to office unanimously in 2014. Benoît Battistelli has been given a mandate to make the institution more productive and more competitive, in the face of competition from other offices elsewhere in the world. The procedures of the EPO are three times more expensive than those of its American counterpart, even if, due to the precision of its work, the patents which it grants are twenty times less often opposed before the courts. *“We need to adapt our mode of operation, our regulatory framework, in order to allow the Office to ensure its future”*, he explains. And this future is called the *“European Unitary Patent”*, a simplified procedure, one of the objectives of which is *“to render innovation less expensive and easier for the companies”*, according to Michel Barnier, former European Commissioner for the Internal Market. *“They want to cut costs to the detriment of the Office personnel”*, retorts a union member.

Suepo has increased complaints before national courts. *“But we keep coming up against the principle of immunity”*, maintains Amélie Lefèbvre, who represents the union in France. The Court of Appeal at The Hague has, however, set something of a precedent by a judgment handed down on 17 February. The judges took the view that the immunity granted was *“disproportionate”*, and did not guarantee *“protection of fundamental rights”*. They also maintain that their decision is applicable elsewhere in Europe.

The government of the Netherlands, fearing that this decision may spread anxiety among the numerous organizations of the same type which are present on its territory, immediately repudiated the judgment and refused to enforce it. The affair is taking a political turn. Philip Cordery has written to the European Commission and to the General Directorate of the ILO, relaying the concerns of the personnel. Deputy Pierre-Yves Le Borgn and Senator Jean-Yves Leconte, other Socialist representatives of French citizens abroad, have called upon successive Ministers of the Economy to take a stance, but so far in vain. Elsewhere, parliamentarians in Italy, the Netherlands, Luxemburg, Poland, and Cyprus have taken similar action.

At the last meeting of the EPO Administrative Council on 25 and 26 March, there were discordant voices to be heard, and a communiqué made an appeal for the *“resumption of social dialogue”*. It is by no means sure that this attempt at conciliation will be enough to appease some festering hatreds. The violence of the communications exchanges between the President and Suepo prove that this is going to be a fight to the death between them.

**Benoît Hopquin (/journaliste/benoit-hopquin/)**  
Journalist at *Le Monde*

# Ein so gutes Amt

LE MONDE | 06.04.2015 um 09.04 Uhr • Aktualisiert am 06.04.2015 um 09.34 Uhr |

Von **Benoît Hopquin** (/journaliste/benoit-hopquin/)

Das Europäische Patentamt (EPA) erscheint wie eine glückliche Welt, die, wie jedes Glück, bis jetzt verborgen bleiben wollte. Wer kennt diese internationale Organisation? Seit mehr als vierzig Jahren werden bei ihr die von den Unternehmen in Europa angemeldeten Patente registriert und sie beschäftigt 7.000 Personen, die meisten davon am Sitz in München und in Rijswijk am Stadtrand von Den Haag in den Niederlanden. Lauter diskret verhätschelte Mitarbeiter aller Nationalitäten, die in den Genuss von Gehältern und Vergünstigungen kommen, welche sogar von den Gewerkschaftern dieses modernen Babel als günstig eingeschätzt werden.

Hinter ihren friedlichen Fassaden liegt jedoch eine andere Realität, die heute von innen beleuchtet wird. Vergiftete Atmosphäre, Mitarbeiter am Rande eines Nervenzusammenbruchs, überwacht, bewertet, unter Druck gesetzt, immer höheren Produktivitätszielsetzungen unterworfen. Widerspenstige werden vom Sicherheitsdienst aufgefordert, unverzüglich ihre Sachen zu packen, und werden zum Ausgang eskortiert. Und manche davon greifen zu extremen Maßnahmen. Ein 55-jähriger Mann wurde durch Büronachbarn angegurtet, als er seinen Kopf gegen eine Wand schlug. Ein anderer trug Hautverletzungen davon.

Noch dramatischer: Ende März nahm sich ein Deutscher in einem öffentlichen Park der bayerischen Hauptstadt das Leben. Er war wegen einer Depression krank gemeldet und hatte gegenüber Angehörigen seine Befürchtung zum Ausdruck gebracht, die Ziele nicht erreichen zu können. Am 8. Juli 2013 stürzte sich ein belgischer Beamter aus dem Fenster seines Büros in Den Haag. Zwei andere Angestellte, ein Franzose und ein Deutscher, begingen in ihrer Münchener Wohnung Selbstmord. Bevor er im Mai 2012 seinem Leben ein Ende setzte, hatte der Franzose seine Versetzung beantragt, da er sich von seinem Vorgesetzten gemobbt fühlte. Der Deutsche, der die Haltung der Direktion zu der Not dieses Kollegen kritisiert hatte, war unverzüglich vom Dienst suspendiert und der Örtlichkeiten verwiesen worden. Er nahm sich am 3. September 2014 das Leben, dem Tag, an dem er ein Vorladungsschreiben des Disziplinausschusses erhielt.

In diesem Kontext extremer Spannung ist ein Sturm des Aufbegehrens losgebrochen. Der Alltag im Amt wird von Streiks (22 Tage im Jahr 2014) und Demonstrationen begleitet. *"Die sozialen Beziehungen sind verabscheuungswürdig"*, resümiert ein Mitarbeiter, der, wie auch alle anderen, anonym bleiben will. Die Hauptgewerkschaft des Hauses, die IGEPA (SUEPO = englisches Gewerkschaftsakronym des Personals des Europäischen Patentamts), der fast die Hälfte der Beschäftigten angehört, beschuldigt Benoît Battistelli, den 2010 ernannten und 2014 im Amt bestätigten Präsidenten. Der Franzose bediene sich missbräuchlich eines Prinzips, welches von Anfang an in der Satzung des Amts enthalten war: der juristischen Immunität.

## "Autoritärer Auswuchs"

Das EPA ging 1977 aus einem von den Staaten der Europäischen Gemeinschaft unterzeichneten Abkommen hervor, wurde zur Union der Achtundzwanzig erweitert, nahm dann weitere Länder auf, von der Schweiz bis zu den Balkanländern, und zählt heute 38 Mitglieder. Wie die meisten internationalen Organisationen kommt das EPA in den Genuss einer Extraterritorialitätssatzung. Es hat seine eigenen Regeln in Bezug auf Besteuerung, sozialen Schutz, Zusatzrente oder Arbeitsrecht. Es hängt nicht von den nationalen Gerichtsbarkeiten ab. Der einzige Rechtsweg ist das Schiedsgericht der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO). *"Diese Immunität ist Grundbedingung für das Funktionieren und die Unabhängigkeit"*, erklärt Benoît Battistelli. *"Wir sind in fünf Ländern präsent und unsere Mitarbeiter gehören zahlreichen Nationalitäten an. Welches Recht soll für sie gelten?"*

Bislang konnte sich die Organisation eines hochqualifizierten Personals rühmen, welches größtenteils aus Doktoren der Naturwissenschaften oder Ingenieurwissenschaften besteht, die von den größten Schulen kommen. Intelligente Köpfe, die in der Lage sind, die von den Labors von Siemens, Philips, Samsung und anderen angemeldeten Patente in Deutsch, Englisch, Französisch, den drei Amtssprachen, zu prüfen. Cracks, die in der Lage sind, in technischen Unterlagen, die bis zu 200 Seiten umfassen können, Fehler oder "Anleihen" von der Konkurrenz zu entdecken. Anfangsgehalt: 5.000 Euro pro Monat, mit 6% zu versteuern, zuzüglich Auswanderungsprämien. Die Bezüge können am Ende der Laufbahn 15.000 Euro bei 40 Arbeitsstunden und drei Monaten Urlaub erreichen. Das Amt zahlt die Arztkosten und die Ausbildung der Kinder, einschließlich deren Immatrikulation an den besten amerikanischen Universitäten.

Das EPA verfügt über ein beträchtliches Betriebsbudget, 2 Milliarden Euro, seit fünf Jahren um 20% steigend, wodurch es zur wichtigsten europäischen Organisation, direkt hinter der Brüsseler Kommission, wird. Die Unternehmen in aller Welt melden dort ihre Erfindungen zum Patent an: 274.000 Anmeldungen im Jahr 2014, auch diese Zahl ständig steigend. Das Amt finanziert sich selbst mit den Prüfkosten und den jährlichen Gebühren der Patentanmelder.

Laut IGEPA wurde diese Situation wirtschaftlicher und juristischer Unabhängigkeit jedoch mit dem Amtsantritt von Benoît Battistelli, einem 64-jährigen ENA-Absolventen, pervertiert. Der neue Chef wäre einem *"autoritären Auswuchs"* und *"diktatorischen Taktiken"* erlegen. Er habe sich mit einer ihm völlig ergebenen Garde umgeben, die fast ausschließlich aus Franzosen besteht, welche, ebenso wie er, vom Nationalen Institut für Geistiges Eigentum (Institut national de la propriété intellectuelle – INPI) kamen. Benoît Battistelli hätte aus der zehnten Etage des Münchener Amtssitzes mittels eitler Arbeiten eine Festung gemacht, von der aus er die Institution beherrsche.

### **Kollegen denunzieren**

Laut ihren Kritikern gebraucht und missbraucht die Leitung weiterhin eine *"Ermittlungseinheit"*, die an jedem einzelnen Standort damit betraut ist, Fehlverhalten zu untersuchen. Am deutschen Sitz hat diese interne Politik den Beinamen "Stasi" erhalten. Ein Dokument verpflichtet zur Zusammenarbeit mit dieser Einheit und zur Meldung der Fehler von Kollegen unter Androhung von Strafmaßnahmen. *"In den beiden letzten Jahren hat es mehr Disziplinarverfahren gegeben als in dreißig Jahren zuvor"*, beklagt sich ein Personalvertreter.

Die in der Satzung vorgesehenen Gegengewichte zur Präsidentschaft wurden nach und nach eliminiert, fügt die IGEPA hinzu. Die Gewerkschaft wurde im November 2014 der EPA-Räumlichkeiten verwiesen. *"Wir hatten acht Tage, um unsere Koffer zu packen."* Das Streikrecht wurde begrenzt: Es ist Gegenstand eines komplexen Verfahrens und der Präsident kann sich ihm mittels Dienstverpflichtung widersetzen. Mehrere Personalvertreter, die nicht geschützt sind, wurden wegen der Unterstützung von Kollegen mit Sanktionen belegt.

Kürzlich wurde ein Richter der Berufungskammer – die sich mit den Einsprüchen von abgelehnten Patentanmeldern beschäftigt – suspendiert und gewaltsam zum Ausgang begleitet. Er wird verdächtigt, ein Mitglied der Amtsleitung, den Kroaten Zeljko Topic, verleumdet zu haben, indem er auf Korruptionsvorwürfe anspielte, die gegen diesen in seinem Heimatland erhoben würden. Nun ist der Richter aber im Prinzip unabhängig. Seine Kollegen haben bei dem Präsidenten kollektiv gegen das protestiert, was sie als Machtmissbrauch ansehen.

**"WIR SIND UNS BEWUSST, DASS UNSERE BEZÜGE MEHR ALS KORREKT SIND. ABER AB WELCHER EINKOMMENSSTUFE GELTEN DIE MENSCHENRECHTE NICHT MEHR?", FRAGT EIN MÜNCHENER MITARBEITER.**

### **"Hirngespinnste"**

*"Wir sind uns bewusst, dass unsere Bezüge mehr als korrekt sind. Aber ab welcher Einkommensstufe gelten die Menschenrechte nicht mehr?"*, fragt ein Münchener Mitarbeiter.

*"Bleiernes Schweigen liegt nunmehr auf dieser Organisation", pflichtet Philip Cordery, sozialistischer Abgeordneter der Franzosen im Ausland, bei. "Mitarbeiter des EPA berichten mir regelmäßig über ihr Unbehagen. Das Statut der Extraterritorialität wird in einer Weise missbraucht, die nicht ungeahndet bleiben darf."*

Seit Langem währt Benoît Battistelli die Angriffe auf ihn methodisch ab. Er erklärt sich sogar bereit, *Le Monde* seinen Arbeitsvertrag auszuhändigen, und legt sein Gehalt offen, *"rund 250.000 Euro pro Jahr"*. Er prangert die *"Hirngespinnste"* an, die darauf abzielten, aus dem Amt die Karikatur einer Bananenrepublik zu machen. *"Das EPA ist seit zwei Jahren Opfer einer Kampagne, die den Zweck hat, die Integrität und Redlichkeit seiner Führungskräfte infrage zu stellen."* Er und sein Umfeld haben anonyme Briefe erhalten, die zuweilen mit Hakenkreuzen versehen waren. Er sieht sich als Opfer einer Intrige, obgleich er lediglich die Rolle des Einzelnen klären, formelle Regeln einführen wollte, während sich die Organisation faktisch durch Mitbestimmung auszeichne. Er bemängelt *"rassistische Angriffe"* auf seinen kroatischen Stellvertreter. Die Suizide gegen ihn ins Feld zu führen, offenbare eine schlechte Verhaltensweise: *"Ich bin zutiefst schockiert über die Versuche, diese tragischen Vorfälle zu instrumentalisieren. Dieses Thema ist zu ernst, um es für Polemik auszunutzen."* Er versichert, dass *"die Ermittlungseinheit völlig unabhängig"* handle.

Der Präsident hat die Unterstützung seines Verwaltungsrats, bestehend aus Vertretern der 38 Mitgliedsstaaten. Im Jahr 2014 wurde er erneut einstimmig in seine Ämter eingesetzt. Benoît Battistelli wurde beauftragt, die Institution gegenüber der Konkurrenz anderer Ämter in aller Welt produktiver und konkurrenzfähiger zu machen. Die Verfahren des EPA sind dreimal teurer als diejenigen seines amerikanischen Pendants, auch wenn die von ihm erteilten Patente aufgrund der präzisen Arbeit zwanzigmal seltener gerichtlich angefochten werden. *"Es gilt, unseren Funktionsablauf, unseren Ordnungsrahmen so anzupassen, dass das Amt seine Zukunft sichern kann"*, erklärt er. Und diese Zukunft heißt *"Europäisches Einheitspatent"*, ein vereinfachtes Verfahren, welches u.a. den Zweck hat, *"Innovation für die Unternehmen preisgünstiger und einfacher zu gestalten"*, so Michel Barnier, früherer Europakommissar für den Binnenmarkt. *"Man will diese Einsparungen auf Kosten des Patentamtspersonals erzielen"*, entgegnet ein Gewerkschafter.

Die IGEPA hat die Klagen vor nationalen Gerichten vervielfacht. *"Wir prallen jedoch auf das Immunitätsprinzip"*, konstatiert Amélie Lefèbvre, die die Gewerkschaft in Frankreich vertritt. Das Den Haager Appellationsgericht schiebt dem jedoch mit Beschluss vom 17. Februar einen juristischen Riegel vor. Die Richter waren der Auffassung, dass die eingeräumte Immunität *"unverhältnismäßig"* sei und nicht *"den Schutz der Grundrechte"* gewährleiste. Sie erklärten ihre Entscheidung sogar für als an anderen Orten in Europa anwendbar.

In der Befürchtung, dass diese Entscheidung die zahlreichen Organisationen gleicher Art, die auf ihrem Gebiet präsent sind, vertreiben könnte, hat die Regierung der Niederlande diesen Beschluss unverzüglich verurteilt und seine Durchführung verweigert. Die Entscheidung nimmt einen politischen Zug an. Philip Cordery hat die Europäische Kommission und die Generaldirektion der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO) angeschrieben und die Besorgnis des Personals aufgegriffen. Der Abgeordnete Pierre-Yves Le Borgn' und der Senator Jean-Yves Leconte, weitere sozialistische Vertreter der Franzosen im Ausland, haben die aufeinanderfolgenden Wirtschaftsminister angesprochen, bisher ohne Erfolg. Im Übrigen haben italienische, niederländische, luxemburgische, polnische und zyprische Parlamentarier ähnliche Schritte eingeleitet.

Auf der letzten Verwaltungsratssitzung des EPA am 25. und 26. März wurden Unstimmigkeiten laut und in einem Kommuniké wurde eine *"Wiederaufnahme des sozialen Dialogs"* gefordert. Es ist nicht sicher, dass dieser Schlichtungsversuch ausreicht, um den tiefsitzenden Hass zu beruhigen. Die Heftigkeit der Korrespondenz zwischen dem Präsidenten und der IGEPA beweist, dass sich diese beiden einen Kampf auf Leben und Tod liefern.

**Benoît Hopquin (/journaliste/benoit-hopquin/)**  
Journalist bei Le Monde

# Zo'n fijne instantie

LE MONDE | 06.04.2015 om 09.04 uur • Geactualiseerd op 06.04.2015 om 09.34 uur |

Door **Benoît Hopquin (/journaliste/benoit-hopquin/)**

Het Europees Octrooibureau (EOB) lijkt een gelukkige wereld die, zoals al het geluk, tot nu toe graag verborgen bleef. Wie kent deze internationale organisatie? Het bureau registreert al bijna veertig jaar de octrooien die worden aangevraagd door ondernemingen in Europa en heeft 7000 mensen in dienst, voornamelijk in de vestigingen in München, in Duitsland, en in Rijswijk, vlakbij Den Haag in Nederland. Die werknemers van alle nationaliteiten worden aardig vertroeteld en krijgen salarissen en secundaire arbeidsvoorwaarden die zelfs de vakbondsleden van dit moderne Babel als goed bestempelen.

Maar van achter deze vredige façade komen er nu beschrijvingen van een andere werkelijkheid naar buiten. Een verpeste sfeer, personeel op de rand van een zenuwzinking dat onder toezicht staat, wordt beoordeeld, onder druk wordt gezet en te maken heeft met steeds ambitieuzere productiviteitsdoelstellingen. Wie zich daartegen verzet, krijgt van de beveiliging opdracht om binnen een uur zijn spullen te pakken en wordt naar de uitgang geëscorteerd. Bij sommigen leidt dit tot extreme daden. Een man van 55 jaar is door kantoorgenoten vastgegrepen toen hij met zijn hoofd tegen een muur bonkte. Een ander gaf zich over aan zelfverwonding.

En nog dramatischer: een Duitser heeft eind maart zelfmoord gepleegd in een park in de Beierse hoofdstad. Hij was met ziekteverlof vanwege een depressie en had aan vrienden verteld dat hij bang was dat hij de doelstellingen niet zou halen. Op 8 juli 2013 is een Belgische medewerker uit het raam gesprongen van zijn kantoor in Den Haag. Twee andere werknemers, een Fransman en een Duitser, hebben zelfmoord gepleegd in hun huis in München. Voordat de Fransman er in mei 2012 een einde aan maakte, had hij om overplaatsing gevraagd, omdat hij vond dat hij werd gepest door zijn meerdere. De Duitser, die kritiek had op de houding van de directie ten aanzien van de wanhoop van deze collega, werd onmiddellijk geschorst en uit het gebouw verwijderd. Hij heeft zichzelf op 3 september 2014 van het leven beroofd, op de dag dat hij een brief ontving dat hij voor de disciplinaire commissie moest verschijnen.

In deze context van extreme spanning is er verzet ontstaan. In de dagelijkse praktijk van het bureau zijn er stakingen (22 dagen in 2014) en demonstraties. *'De sociale relaties zijn walgelijk'*, zegt een werknemer die, net als alle anderen, anoniem wil blijven. De belangrijkste vakbond van het bureau, Suepo (Staff Union of the European Patent Office - de personeelsbond van het Europees Octrooibureau), waar bijna de helft van de werknemers lid van is, beschuldigt Benoît Battistelli, de bestuursvoorzitter die in 2010 is benoemd en in 2014 werd herkozen. De Fransman zou misbruik maken van een beginsel dat al vanaf het begin in de statuten van het bureau vastligt: juridische immuniteit.

## **'Autoritaire buitensporigheid'**

Het EOB is in 1977 opgericht met een verdrag tussen de lidstaten van de Europese Gemeenschap, is later uitgebreid met de Unie van achtentwintig en omvat ook andere landen, zoals Zwitserland en de Balkanlanden, zodat het nu 38 leden telt. Het EOB heeft, net als de meeste internationale organisaties, een extraterritoriale status. Het heeft zijn eigen regels op het gebied van belastingen, sociale bescherming, pensioenstelsel of arbeidsrecht. Het is niet onderworpen aan nationale rechtspraak. Gerechtig verhaal is alleen mogelijk bij de arbitragerechtbank van de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO). *'Die immuniteit is een fundamentele voorwaarde voor het functioneren en de onafhankelijkheid,'* zegt Benoît Battistelli. *'Wij zitten in vijf landen en hebben werknemers van veel verschillende nationaliteiten. Welk recht moeten wij op hen toepassen?'*



Tot nu toe wist de organisatie hoog gekwalificeerd personeel aan te trekken dat voornamelijk bestaat uit afgestudeerde academici of ingenieurs van de beste scholen. Knappe koppen die in het Duits, Engels en Frans, de drie officiële talen, de octrooiaanvragen kunnen beoordelen die worden ingediend door de laboratoria van Siemens, Philips, Samsung en andere. Deskundigen die gebreken of 'namaak' van de concurrentie kunnen ontdekken in technische documenten die maar liefst tweehonderd bladzijden kunnen omvatten. Aanvangssalaris: 5000 euro per maand, belastbaar met 6%, plus expatvergoedingen. De emolumenten kunnen oplopen tot 15.000 euro aan het einde van de loopbaan, bij een veertigjarige werkweek met recht op drie maanden vakantie. Het bureau betaalt de medische kosten en het onderwijs van de kinderen, met inbegrip van inschrijving bij de beste Amerikaanse universiteiten.

Het EOB beschikt over een flink operationeel budget van twee miljard euro dat in vijf jaar met 20% is toegenomen, waarmee het de belangrijkste Europese organisatie is na de Europese Commissie in Brussel. Ondernemingen van over de hele wereld registreren er hun uitvindingen: 274.000 aanvragen in 2014 en dat aantal neemt constant toe. Het bureau financiert zichzelf uit de kosten voor onderzoek en de jaarlijkse bijdragen van de octrooiaanvragers.

Maar volgens Suepo is deze situatie van economische en juridische onafhankelijkheid aangetast door de komst van Benoît Battistelli, 64 jaar en afgestudeerd aan de Franse École Nationale d'Administration. De nieuwe baas zou zich schuldig maken aan '*autoritaire buitensporigheid*' en '*dictatoriale tactieken*'. Hij zou zich hebben omringd met mensen die hem geheel toegewijd zijn, vrijwel alleen Fransen die net als hij afkomstig zijn van het Institut national de la propriété intellectuelle (INPI - nationaal instituut voor intellectuele eigendom). Benoît Battistelli zou van de tiende verdieping van het kantoor in München, in ruil voor leuke baantjes, een fort hebben gemaakt van waaruit hij de scepter zwaait over de instelling.

### Collega's aangeven

Volgens de tegenstanders gebruikt en misbruikt de directie een '*onderzoekseenheid*' die in elke vestiging belast is met onderzoek naar fouten. In de Duitse vestiging heeft deze interne politie de bijnaam Stasi gekregen. Een document verplicht tot samenwerking met deze eenheid en tot het melden van fouten van collega's, op straffe van sancties. '*In de afgelopen twee jaar zijn er meer disciplinaire procedures geweest dan in de dertig jaar daarvoor*', klaagt een personeelsvertegenwoordiger.

Het tegenwicht tegen de directie, dat is vastgelegd in de statuten, is langzaam maar zeker weggenomen, zegt Suepo. De vakbond moest in november 2014 het kantoor van het EOB verlaten. '*We kregen acht dagen de tijd om onze spullen te pakken.*' Het stakingsrecht is beperkt: dit is onderworpen aan een ingewikkelde procedure en de voorzitter mag zich er door middel van een vordering tegen verzetten. Verschillende personeelsvertegenwoordigers, die niet beschermd zijn, hebben te maken gekregen met sancties omdat ze collega's steunden.

Onlangs is een rechter van de beroepskamer – die de bezwaren van afgewezen octrooiaanvragers behandelt – geschorst en met geweld de deur uit gezet. Hij wordt ervan verdacht dat hij op anonieme wijze kwaad heeft gesproken van een directielid, de Kroaat Zeljko Topic, door te verwijzen naar corruptiezaken waar de laatstgenoemde zich schuldig aan zou hebben gemaakt in zijn eigen land. Een rechter is in beginsel onafhankelijk. Zijn collega's hebben collectief geprotesteerd bij de bestuursvoorzitter tegen wat zij zien als machtsmisbruik.

**'WE WETEN DAT ONZE SALARISSEN MEER DAN GOED ZIJN. MAAR VANAF WELKE SALARISSCHAAL ZIJN DE MENSENRECHTEN NIET MEER VAN TOEPASSING?', VRAAGT EEN WERKNEMER UIT MÜNCHEN**

### 'Waanideeën'

'*We weten dat onze salarissen meer dan goed zijn. Maar vanaf welke salarisschaal zijn de mensenrechten niet meer van toepassing?*', vraagt een werknemer uit München. '*Er hangt nu een zwarte wolk boven deze organisatie,*' zegt Philip Cordery, socialistisch afgevaardigde van

de Fransen in het buitenland. *'Mensen die bij het EOB werken, vertellen me regelmatig over hun ellende. Er wordt misbruik gemaakt van de extraterritoriale status, die geen straffeloosheid betekent.'*

Benoît Battistelli weerlegt deze aanvallen breedvoerig en methodisch. Hij wil Le Monde zelfs zijn arbeidsovereenkomst tonen en zijn salaris bekendmaken: *'ongeveer 250.000 euro per jaar'*. Hij spreekt van *'waanideeën'* die erop gericht zijn om het bureau af te schilderen als een soort bananenrepubliek. *'Het EOB is al twee jaar lang het slachtoffer van een campagne die gericht is op het in diskrediet brengen van de integriteit en eerlijkheid van zijn bestuurders.'* Hij en zijn naaste medewerkers hebben anonieme brieven ontvangen die soms waren voorzien van hakenkruisen. Hij noemt zichzelf het slachtoffer van een samenzwering, alleen maar omdat hij de taken van iedereen duidelijk wilde maken en formele regels wilde instellen toen er feitelijke medezeggenschap in de organisatie was. Hij spreekt van *'racistische aanvallen'* op zijn Kroatische medewerker. Het is een slechte zaak dat de zelfmoorden tegen hem worden gebruikt: *'Ik ben enorm geschrokken van de pogingen om deze tragedies als instrument in te zetten. Die zaken zijn te ernstig om te gebruiken bij onenigheid.'* Hij stelt dat *'de onderzoekseenheid volledig onafhankelijk werkt'*.

De voorzitter heeft de steun van zijn raad van bestuur die bestaat uit vertegenwoordigers van de 38 landen. Hij is in 2014 met eenparigheid van stemmen herkozen in zijn functie. Benoît Battistelli heeft de opdracht gekregen om de instelling productiever en concurrerder te maken vanwege de concurrentie van andere bureaus wereldwijd. De procedures van het EOB zijn drie keer zo duur als die van zijn Amerikaanse tegenhanger, hoewel de octrooien die het toekent, vanwege de nauwkeurigheid van het werk, twintig keer minder vaak worden aangevochten bij de rechtbank. *'Onze werkwijze en onze regels moeten worden aangepast, opdat het bureau zijn toekomst zeker kan stellen'*, legt hij uit. En deze toekomst heet *'Europees eenheidsoctrooi'*, een vereenvoudigde procedure die onder meer tot doel heeft *'om innovatie voor ondernemingen goedkoper en gemakkelijker te maken'*, volgens Michel Barnier, de voormalige Europese commissaris voor de interne markt. *'Ze willen bezuinigen ten koste van het personeel van het bureau'*, zegt een vakbondsvertegenwoordiger.

Het aantal klachten van Suepo bij nationale rechters is veelelvoudigd. *'Maar wij lopen tegen het beginsel van immuniteit aan'*, zegt Amélie Lefèbvre, die de vakbond in Frankrijk vertegenwoordigt. Het gerechtshof in Den Haag heeft echter een juridische wig gedreven met een arrest van 17 februari. De rechters waren van mening dat de toegekende immuniteit *'buitenproportioneel'* was en geen garantie bood voor *'de bescherming van de fundamentele rechten'*. Ze zijn zelfs van mening dat hun besluit elders in Europa van toepassing is.

De Nederlandse overheid, die bang is dat deze uitspraak de vele organisaties van hetzelfde type die in het land gevestigd zijn op de vlucht doet slaan, heeft dit arrest veroordeeld en geweigerd om het uit te voeren. De zaak krijgt een politiek tintje. Philip Cordery heeft de Europese Commissie en de algemene directie van de IAO aangeschreven en gewezen op de onrust onder het personeel. Afgevaardigde Pierre-Yves Le Borgn' en senator Jean-Yves Leconte, andere socialistische vertegenwoordigers van Fransen in het buitenland, hebben de opeenvolgende ministers van economische zaken om opheldering gevraagd, maar dat is tot nu toe tevergeefs geweest. Elders hebben Italiaanse, Nederlandse, Luxemburgse, Poolse of Cypriotische parlementsleden soortgelijke stappen ondernomen.

Bij de laatste bestuursvergadering van het EOB, op 25 en 26 maart, hebben tegenstanders van zich laten horen en werd er in een officiële mededeling opgeroepen tot een *'hervatting van de sociale dialoog'*. Het is niet zeker of deze poging tot verzoening voldoende is om de ingekapselde haat af te laten nemen. De felle correspondentie tussen de bestuursvoorzitter en Suepo laat zien dat er tussen beide sprake is van een gevecht op leven en dood.

**Benoît Hopquin (/journaliste/benoit-hopquin/)**

Journalist bij Le Monde